

CIBLE

Logique

Pour réformer la protection sociale, on a vu le gouvernement recourir aux ordonnances afin d'éviter le débat parlementaire. Puis il a brisé l'opposition à l'Assemblée nationale en utilisant l'article 49/3, et laissé ses amis de la majorité sénatoriale détourner la procédure parlementaire pour imposer une fois de plus le silence à l'opposition.

Là encore, le gouvernement ne respecte pas les engagements du président de la République quant à la réévaluation du rôle du Parlement. Surtout, ces agissements confirment que les « néo-libéraux » ne peuvent faire prévaloir leurs vues économiques et sociales sans recourir à des pratiques autoritaires - alors qu'ils disposent d'une majorité massive.

Telle est bien la logique implicite du Marché. Lorsque M. Juppé invoque le taux de croissance de la Chine, il oublie de dire qu'une dictature particulièrement cruelle oblige les Chinois à accepter les violentes injustices du libéralisme économique. Or les peuples veulent à la fois la justice et la liberté, sous l'égide d'un pouvoir qui arbitre entre les deux exigences. C'est bien ce qui exaspère les intendants pressés.

Conséquences

La fracture politique

Entretien

L'Amérique qui fait peur

p. 6/7

Maghreb

L'islamisme et l'Algérie

p.9

Légitimités

Sans ressusciter la dichotomie maurrassienne entre pays légal et pays réel, chacun voit bien que le courant ne passe plus entre l'État et l'opinion et que la situation actuelle se superpose de plus en plus à celle de l'ancien régime avant sa chute.

Il n'y a pas de lien social qui tienne si le pouvoir n'assied son autorité sur un principe de légitimité, qu'elle soit de droit divin (monarchies héréditaires), historique (de Gaulle en 1940) ou populaire (suffrage universel).

Qu'en est-il aujourd'hui de la légitimité du pouvoir ?

Est-il légitime ce premier ministre qui lance un défi stupide aux grévistes et, mauvais perdant, s'enferme dans ses certitudes ?

Sont-ils légitimes ces députés qui, à la faveur d'un système

D'une actualité évidente !

**Derniers jours
avant la
révolution**

par Bertrand Renouvin
prix franco 135 F

royaliste
BREVETÉ - DÉPOSÉ - MARQUE DÉPOSÉE

SOMMAIRE : p.2 : Légitimités - p.3 : La lutte initiale - Blocages - p.4 : La Sécurité sociale est-elle malade ? - p.5 : le facteur "F" comme France - p.6/7 : L'Amérique qui fait peur - p.8 : L'utile - Questions sur le social - p.9 : L'Algérie vue par Hérodote - p.10 : Exagérer c'est commencer d'inventer - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : La fracture politique.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.98.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

voulut mettre à mal le principe de liberté, en 1994 lorsque la droite s'en prit au principe d'égalité.

L'énarchie absolue - psycho-rigide, sans coeur et sans tripes, privée de globules rouges, sourde aux rumeurs de la rue et à la juste colère du peuple - n'a pas compris qu'elle bafouait aujourd'hui le dernier des fondements du pacte social, celui de la fraternité, aisément transposable (en ces temps d'exclusions et de fractures sociales) en termes de solidarité, d'équité, de justice ou de sécurité sociale. On ne peut éternellement demander à certains d'être plus solidaires que d'autres, et ce d'autant moins que l'on commence à savoir que les produits de la spéculation financière sont équivalents au budget de l'État, représentent douze fois le déficit de la sécurité sociale et près de cinq fois les sommes allouées à l'indemnisation du chômage ! Il serait temps de s'engager sur d'autres pistes, comme le partage du temps de travail (semaine de quatre jours) et des revenus, et de sortir des dogmes stérilisants d'une pensée unique.

Si Louis XVI est apparu illégitime par sa fuite à Varennes, le dol chiraquien risque bien de marquer le point de départ d'un processus de fortes mais salutaires turbulences, à partir desquelles tout devient possible, le meilleur comme le pire.

Il y a plus d'un an déjà - concomitamment avec Bertrand Renouvin - nous décrivions les termes de cette alternative : la révolution ou la régression.

Il a été souligné maintes fois, ici, que les Français étaient capables de se mobiliser massivement lorsqu'on touchait à certains principes, comme ce fut le cas pour l'enseignement, en 1984 lorsque la gauche

Un pouvoir qui s'obstine à gouverner contre l'intérêt et la volonté du peuple se prive de sa confiance, n'est plus ni crédible ni légitime. Il est sain de le remettre en cause.

Derniers jours ou dernières semaines avant la révolution ? La suite au prochain numéro, ou à la prochaine bourde de M. Juppé.

Guy LECLERC-GAYRAU

La lutte initiale

Dès sa phase initiale la lutte contre le plan Juppé a mis à nu la classe dirigeante qui a vu, quant à elle, ce qu'elle pensait ne plus jamais revoir.

Archaïque ! Les politiciens libéraux et les sociologues rocardiens reprennent à n'en plus finir ce mot pour qualifier le mouvement social. Pour eux, archaïque signifie « ringard », mais ces prétendus modernistes se trompent et nous trompent. Le mouvement contre le plan Juppé est archaïque au sens premier : il est fondamental, il vient du plus profond de notre histoire, il exprime l'esprit même du peuple français, en un mot cette « exception française » dont la droite et la gauche libérales annonçaient et espéraient la disparition.

Les élites « modernistes » pensaient ne plus voir le peuple qui défend ses statuts protecteurs, qualifiés de corporatistes par des gens qui bénéficient, eux, de confortables rentes de situation : retraite de député, traitement puis retraite de l'université, droits d'auteurs, tribunes largement rémunérées dans la presse.

Les élites « modernistes » pensaient que le peuple français était devenu un vague agrégat d'individualistes, à jamais perdus par des organisations de masse discréditées (le Parti communiste) ou désertées en raison de leur ringardise (les syndicats). Or les prétendus égoïstes de la défense des intérêts sectoriels ont engagé une lutte longue et dure pour la défense du principe de la solidarité nationale, et ils ont engendré un mouvement qui a rassemblé, sous les bannières syndicales, des

employés et des ouvriers, des fonctionnaires et des salariés du privé (en faible nombre à cause des menaces de licenciement), et toutes les générations, des retraités aux étudiants.

Les élites « modernistes » pensaient que la classe ouvrière était morte, tuée par l'automation, le chômage, l'exclusion, alors que les manifestations ont physiquement démontré que les ouvriers, toujours nombreux et



décidés, étaient à la pointe du mouvement.

Que d'erreurs, dans les analyses et dans les jugements, pour ces journalistes, pour ces sociologues, pour ces éminences grises - tous rompus au commentaire des sondages d'opinion ! Ces intellos voudraient de surcroît nous abuser en soutenant que la France est un pays qui est incapable de se réformer. Grands débats télévisés sur ce thème ! Échanges convenus entre le sempiternel Alain Touraine, Alain Madelin, Michel Rocard (qui baratine

sur la non-réforme après avoir manqué la plupart des siennes) et quelques « méchants » qui s'opposent au monde moderne. Baratin prétentieux ! Niaiseries solennelles ! Le tout dans une hypocrisie dégoulinante. Quand ces messieurs parlent des réformes, il faut comprendre qu'ils veulent à tout prix adapter la France au marché mondial - en fait la soumettre aux puissances qui dominent ce marché.

Un soir de débat saumâtre, le sommet fut atteint lorsqu'un journaliste-metteur en scène demanda à Monsieur Touraine, figure emblématique de l'intellocratie parisienne, ce qu'il pensait de la crise des élites. Figurez-vous que le représentant de l'élite ne pensait pas grand-chose de la crise des élites - dont il était l'exemple vivant.

Mais voici le juste retour du bâton. La classe dirigeante, qui croyait agir dans une obscurité bienveillante, est apparue sous son jour le plus cru : elle gouverne dans le secret et par le mépris, elle ignore tout du peuple français, elle est incompétente (la croissance zéro, c'est avant les grèves), elle ne cesse de mentir aux électeurs (Chirac pendant sa campagne), aux dirigeants syndicaux (à Marc Blondel tout particulièrement) et aux assurés sociaux (quant aux caractéristiques du plan Juppé). Ses erreurs et ses fautes l'ont discréditée. Et si elle conserve le pouvoir, elle le gère à découvert, dans la fragilité.

Sylvie FERNOY

Blocages

Pour combattre efficacement le Front national, il faut passer du fantasme ethnique au terrain économique et social.

Parmi tant d'autres, un des aspects positifs du mouvement social actuel a été de mettre à mal la stratégie du Front national : parce que les enjeux se sont déplacés, le parti de Jean-Marie Le Pen a été marginalisé.

C'est d'ailleurs ce que reconnaît *National-hebdo* (14-20 décembre) lorsqu'il déplore des grèves qui ont « déplacé le débat politique du terrain national, où le Front national était imbattable, sur un prétendu terrain social ». Entendez par là que le Front national, « imbattable » lorsqu'on le laisse cultiver le fantasme ethnique, est incapable de répondre aux vraies questions - celles qui concernent la pauvreté et la misère, le chômage et la protection sociale. Lorsque les questions économiques et sociales redeviennent centrales, lorsque la révolte populaire vise le libéralisme économique, le Front national est d'autant plus décalé que son programme est ultra-libéral en économie, qu'il vise à la dislocation de la Sécurité sociale et à la destruction des organisations syndicales : *National-hebdo* va jusqu'à suggérer qu'on mette « Viannet et Blondel en prison ».

Les embarras frontistes ne sauraient faire oublier son succès lors des élections syndicales dans la police : survenant alors que des ministres particulièrement musclés et démagogues sévissent place Beauvau depuis 1993, cette inquiétante percée montre que la surenchère xénophobe ne fait qu'alimenter l'incendie.

Annette DELRANCK

La Sécurité sociale est-elle malade ?

La Sécurité sociale est-elle en déficit et si oui, d'où vient-il ? Le plan Juppé nous ordonne comment réduire ce déficit mais se garde bien d'en faire l'analyse au fond car une partie des conclusions pourrait en être singulièrement différente.

Oui, le plan Juppé a surpris par son étendue. Oui, il a pu en séduire certains car l'intelligentsia et l'appareil politique ne s'attendaient pas à une réforme au fond. Le courage en avait toujours manqué.

Certes, il est toujours sain de faire des économies et de rappeler à chacun ses responsabilités. La maîtrise des dépenses de santé doit être un souci constant et de bonnes mesures sont envisagées dans le plan Juppé : carnet de santé, recours aux médicaments génériques et à leur délivrance en nombre limité au nécessaire.

De même, il est du devoir de l'État de s'attaquer à certaines féodalités : le poids excessif de Force Ouvrière dans la branche maladie n'est un secret pour personne et la présidence automatique des maires aux conseils d'administration des hôpitaux peut présenter bien des effets pervers.

Mais, ne s'agit-il pas, une fois de plus, de la politique du bouc émissaire ? La question n'est pas de défendre tel ou tel syndicat ou des maires dont les excès sont maintes fois relevés depuis la décentralisation. Le problème, cependant, est-il bien là ? Ne l'a-t-on pas réduit, en l'étendant à de multiples responsables, pour mieux masquer celle, essentielle, de l'État ?

L'indépendance de la Sécurité sociale par rapport à celui-

ci est une joyeuse plaisanterie depuis plusieurs années. Les administrateurs des caisses ne sont que quelques-uns à s'accrocher encore aux quelques rares pouvoirs qui leur restent en matière d'action sociale seulement. Et là, le

ments pour réduire artificiellement les déficits budgétaires ? Peut-on leur faire confiance ? L'alternance politique ne risque-t-elle pas de provoquer l'émergence de multiples plans successifs comme en a connu l'Éducation nationale ? Les



plus souvent, ils sont économes, parfois trop, alors que les budgets diminuent régulièrement en francs constants.

C'est l'État qui impose les barèmes, les budgets, les dépenses au travers de ses représentants, de ses décisions ministérielles sous le contrôle vigilant des directeurs régionaux des Affaires sanitaires et sociales et des ministères de la Santé et de l'Économie et des Finances.

C'est pourquoi, le plan Juppé est une étatisation de la Sécurité sociale sans contrôle autre que celui des députés. Ceux-ci ont-ils mieux géré les finances publiques ? La Sécurité sociale ne deviendra-t-elle pas la vache à lait des gouverne-

taxes ou cotisations supplémentaires momentanées ne seront-elles pas détournées et définitives ? - l'exemple de la vignette auto, taxe annoncée comme temporaire et destinée aux vieux, est resté dans toutes les mémoires.

La Sécurité sociale étatisée deviendra-t-elle un service public à la française ou un établissement géré par l'État selon le conformisme économique ? Malgré ses imperfections, le système actuel d'un service public confié à des établissements privés a permis, jusqu'à ces derniers temps, une séparation des comptes et des pouvoirs, même si ceux-ci sont faibles, avec un coût de gestion n'excédant pas 5 %.

Jean-Jacques BOISSEROLLE

(1) Cf. l'article sur les contrats d'initiative pour l'emploi (C.I.E.) dans *Roya-liste* n° 653.

Mais alors, où sont les responsabilités ? Le véritable problème de la Sécurité sociale est son manque de recettes dû aux charges indues et à la politique des gouvernements qui ont fait le choix de la rigueur.

La « Sécu » est malade du chômage. Sans parler des milliards de charges supportées par le régime général pour soutenir les autres régimes, les milliards d'exonérations patronales ne sont pas remboursés par l'État, les taxes sur le tabac et l'alcool non plus. Ainsi, le gouvernement diminue artificiellement son déficit budgétaire en ne payant pas les dettes.

Malgré cela, près de 5 millions de « nouveaux pauvres » qui ne peuvent cotiser sont pris en charge par le régime général, ce qui est juste, mais sans compensation. Sait-on que les cotisations au SMIC de 1 million de bénéficiaires du RMI rapporteraient par an 33,7 milliards à la Sécurité sociale, l'actuelle CSG comprise, et 6,4 milliards à l'ASSEDIC ? Et combien si on comptait les 2 autres millions de chômeurs ? A condition, bien sûr, de ne pas s'engager dans une politique de réduction des charges sociales patronales, politique qui n'a servi à rien pour l'emploi (1).

Voilà pourquoi des millions de travailleurs ont dit non au plan Juppé. Prendre davantage à ceux qui travaillent, cela suffit ! Le problème se situe bien dans la politique choisie, dénoncée, non sans démagogie, par Charles Pasqua lors de l'émission *7 sur 7* du dimanche 10 décembre. Plusieurs années d'efforts et la rigueur, toujours pour les mêmes, ont été acceptées en vain. La politique suivie mène à la récession donc au chômage et à l'accroissement de la fracture sociale.

Faire chuter Juppé, c'est s'attaquer à la pensée unique, aux choix économiques désastreux : c'est redonner un espoir, un élan aux Français.

Le facteur "F" comme France

Le regard que porte la presse étrangère sur notre pays est souvent instructif. Les hebdomadaires anglais *The Economist* et américain *Time* décèlent en France un malaise fin-de-siècle.

La France est différente. Cette différence a un prix. Vaut-il la peine ? Voilà à peu près le mode de raisonnement. D'abord, « l'exception française ». Les Français en sont sans doute conscients mais ils la vivent. Les commentateurs anglo-saxons, par ailleurs francophiles et nostalgiques de la culture française, du cinéma, de la peinture, de la « pensée » française, considérés comme perdus, et bien entendu d'une esthétique qui, elle, persiste envers et contre tout, ne la voient cependant que comme une « exception » qui confirmerait la règle. La règle, c'est la mondialisation, l'uniformisation. Elle est utile, efficace, moderne comme dit Peyrefitte, mais qu'il y ait toujours une petite exception aide à faire passer la pilule ou à se confirmer dans ses certitudes.

Pour nos Anglo-Saxons, maintenir sa différence dans de telles conditions est coûteux. Grandeur, État et Franc fort en sont trois manifestations. Grandeur : s'il n'est pas fait allusion à la reprise des essais nucléaires, c'est parce qu'il est clair, pour eux, qu'après la chute du mur de Berlin, il n'y a plus de place

pour une forte diplomatie indépendante. L'État : la France en est la nation par excellence, elle est aussi l'une des dernières à pratiquer l'étatisme aux côtés de quelques survivants du communisme et despotes africains. Le Franc fort : il est responsable de l'échec des socialistes et de la montée du Front national. Dans un pays qui n'a pratiquement pas de tradition libérale, la libéralisation n'est possible que si l'État impose une discipline de l'extérieur, mais ce faisant il agit à contre-emploi. Que l'État fasse défaut, ce n'est pas en France le marché qui gagnerait, mais le Front National qui passerait de 15 à 30 %.

Time y voit un « syndrome Cyrano » là où *The Economist* l'illustre par le coq Chantecler sur une « Route Nationale » toute droite bordée de hauts peupliers. L'allusion à Edmond Rostand montre une France fin-de-siècle, façon XIX^e siècle. *Time* encore, placarde Napoléon sur une carte de France aux trois couleurs accompagnée de ces interrogations : le XXI^e siècle, quel prix pour vous ? Quel prix la Nation mastodonte dont parlait de Gaulle ? Quel prix le nationalisme ?

« La France, au cours des années soixante, a épousé son siècle » avait aussi dit de Gaulle. Après qu'elle fut trop longtemps demeurée attachée au siècle précédent - celui qui, quoique qualifié de « stupide XIX^e siècle », fut pour la France bourgeoise le « grand siècle » - voilà que ce « nouveau siècle » à peine épousé s'achève en 1989.

« La seule définition que nous ayons de l'avenir », dit Kahn cité par *Time*, c'est « l'Europe », tout au bout de la belle et longiligne route nationale. Chirac, prédit *The Economist*, ne voudrait pas prendre sa place dans l'Histoire en étant l'homme qui a fait sortir la France de la route, allusion peut-être involontaire à l'appel de Cochon de 1976 où, hospitalisé à la suite d'un accident de la route, il s'en était pris aux européens traités de « parti de l'étranger ».

Il n'y a pas d'alternative ou comme le titre en couverture *The Economist* pas d'échappatoire (« No Escape »). On ne peut pas s'en évader. Avec toutefois un point d'interrogation car le débat, comme toujours en France et quel que soit le sujet, se poursuit. *The Economist* lui redonne même une certaine légitimité en discutant les deux thèses avec le même sérieux. Ce n'est donc pas là (en Angleterre tout au moins) hypothèse impie ? Pour *Time*, le président Chirac a dévoilé le dilemme qui le ronge : « une installation plus confortable ou le respect de la mémoire du Général ? ». Mais il ne s'agissait seulement que de l'ameublement du bureau de l'Élysée...

Yves LA MARCK

Appel urgent

Durement touchés par les grèves des PTT, nous avons besoin d'un soutien financier immédiat.

Versez généreusement à notre souscription !

BRÈVES

♦ **PORTUGAL** : Comme tous les ans, le Portugal a célébré le 1^{er} décembre l'anniversaire de son indépendance. Pour la première fois, la nouvelle duchesse de Bragança, D. Isabel, participait aux manifestations aux côtés de D. Duarte, héritier de la dynastie portugaise. Au lendemain du « dîner des conjurés », le duc et la duchesse de Bragança assistaient à une messe commémorative à la cathédrale de Lisbonne avant le traditionnel « message à la nation portugaise » du prétendant au trône, au château Saint-Georges. Dans cette allocution politique, D. Duarte évoqua des thèmes qui lui sont chers : la défense d'une Europe unie mais respectueuse des différences nationales, la dénonciation des violences au Timor et au Cabinda, le développement de la communauté lusophone, et la mise en oeuvre d'une politique écologique cohérente. Selon les derniers sondages, 48 % des Portugais jugent que la solution monarchique serait acceptable et 42 % estiment que D. Duarte serait un bon roi.

♦ **ARABIE SAOUDITE** : Le roi Fahd, 74 ans, a été victime début décembre d'une embolie cérébrale ce qui ouvre la voie aux querelles de succession dynastique. Un consensus quasi général s'est dégagé entre les principaux princes de la famille Al-Saoud pour renforcer les prérogatives du prince héritier et demi-frère de Fahd, l'émir Abdallah, commandant de la Garde royale, au détriment de l'héritier en second, le prince Sultan.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Événement à haute connotation symbolique. Pour la première fois depuis le XVI^e siècle, la reine Elisabeth II, défenseur de la foi anglicane, a accompli un geste de réconciliation oecuménique en assistant à une messe catholique célébrée en la cathédrale de Cantorbéry où les représentants des autres religions du royaume étaient également présents. Un geste qui n'a pas été du goût des traditionalistes anglicans qui accusent la souveraine « d'avoir violé son serment de couronnement ».

♦ **ESPAGNE** : Le roi Juan Carlos et l'ancien président américain Jimmy Carter ont été les lauréats du prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix 1994, prix créé en 1989 par la conférence générale de l'UNESCO. Le jury était présidé par l'ancien secrétaire d'État américain (et prix Nobel de la Paix) Henry Kissinger. Selon lui le roi d'Espagne a été retenu « en raison de son rôle de garant de la transition vers la démocratie, de sa contribution constante à la protection des minorités dans l'évolution vers la démocratie et pour le rôle international de conciliation joué par l'Espagne ». Un hommage qui méritait bien le souverain espagnol pour le vingtième anniversaire de son avènement.

♦ **ITALIE** : Le prince Victor-Emmanuel de Savoie pourrait prochainement obtenir du parlement italien l'abrogation de la loi d'exil. Cinquante ans après, il envisage de rentrer dans son pays en gagnant Naples par bateau, et faire ainsi à l'envers le chemin qui l'a conduit en exil.

Journaliste et écrivain, Edward Behr, auteur du *Dernier Empereur*, a été grand reporter à *Newsweek*

pendant quinze ans. Directement écrit en français, le livre qu'il a récemment consacré à la société américaine est celui d'un familier qui, vivant en Europe, bénéficie de la distance nécessaire à une vision d'ensemble. Nous y sommes d'autant plus attentifs que nous subissons les répliques du séisme social, culturel, racial et intellectuel qui est en train de bouleverser la première puissance mondiale.

■ **Royaliste : Votre analyse des États-Unis contraste fortement avec l'idée qu'on s'en fait en Europe. N'auriez-vous pas dramatisé la situation ?**

Edward Behr : Quand j'ai commencé mon livre, j'étais loin de penser que la bombe d'Oklahoma City et cette bombe judiciaire qu'est l'acquittement d'O.J. Simpson le rendraient quelque peu prémonitoire. Je n'imaginai pas non plus les vives réactions qu'il a suscitées : Philippe Tesson m'a traité de réactionnaire, alors que je suis tout de même plus à gauche que l'ancien directeur du *Quotidien de Paris* ; un universitaire américain a dit que j'étais un affabulateur, et *Le Nouvel Observateur* a pris sur plusieurs pages le contre-pied de mes thèses sur la « *political correctness* ».

En fait, mon livre n'est pas consacré au « politiquement correct », que j'évoque cependant comme un exemple des dérives qui mettent en péril l'avenir et la réputation des États-Unis.

■ **Royaliste : Alors, parlons-en !**

Edward Behr : A l'origine, l'intention était de supprimer du langage écrit et parlé toute référence qui pourrait être interprétée comme raciste, sexiste, ou susceptible de provoquer, de manière directe ou indirecte, un harcèlement sexuel. Ce genre d'autocen-

sure devient très facilement totalitaire, sans être efficace pour autant. Au contraire, les sentiments exacerbés par une censure s'enveniment encore plus.

Les abus du « P.C. » sont apparus très vite, car on a tendance aux États-Unis à appliquer rigoureusement les règlements. Ainsi, dans le monde universitaire, des enseignants ont vu leur carrière brisée pour harcèlement sexuel sans autre preuve que l'accusation de l'étudiante concernée ; dans beaucoup d'universités, des comités d'étudiants et de professeurs exercent dans ce domaine une surveillance vigilante et pratiquent la délation. Le même phénomène sévit dans l'armée, où un officier de la marine a été récemment accusé de harcèlement sexuel et a comparu en cour martiale pour avoir envoyé quelques friandises à deux jeunes femmes qui étaient ses subordonnées et qui avaient des problèmes personnels : la Cour a reconnu son innocence mais son avancement sera probablement retardé. Je pourrais citer des centaines d'exemples, notamment en ce qui concerne les accusations pour viol qui peuvent être provoquées par quelques paroles aimables ou par un simple regard. Les féministes extrémistes diffusent toute une littérature qui renforce ces comportements et ces persécutions, à coup d'arguments qui révèlent un véritable fanatisme : l'une d'entre elle va

jusqu'à dénoncer le fantasme de viol dans la 9^e symphonie de Beethoven !

Tout ceci n'encourage pas l'harmonie entre les hommes et les femmes : beaucoup d'Américains se réfugient dans la solitude, ou dans les préférences sexuelles minoritaires. Mais il faut bien voir que la « *political correctness* » est l'idéologie d'un groupe social libéral et aisé, qui manifeste son égocentrisme et un goût exagéré pour l'introspection, alors que l'Amérique fait face à des problèmes généraux qui sont beaucoup plus graves que ceux évoqués par les propagandistes du « P.C. ».

■ **Royaliste : Lesquels ?**

Edward Behr : La justice discriminatoire, les rapports détestables entre Blancs et Noirs, le gouffre alarmant entre le style de vie des nantis et la sous-classe des sans-espoir, les immenses problèmes éducatifs... Un exemple parmi d'autres : alors que les professeurs des « *public schools* » savent que l'analphabétisme est sans doute le principal problème dans les quartiers difficiles, des instructions venant de Washington ont insisté sur la nécessité d'œuvrer dans un sens multiculturaliste - multiculturalisme très large puisque, à partir de huit ans, les petits New-Yorkais ont eu droit à des cours spéciaux sur l'importance des minorités sexuelles. Les aberrations de ce type sont légion.

Il est tout de même étrange que les individus qui déploient une énergie colossale pour imposer les normes du « P.C. » (par exemple en épurant les bibliothèques des œuvres de Mark Twain et de John Steinbeck) soient parfaitement indifférents aux problèmes prioritaires que je viens d'énumérer.

■ **Royaliste : Parlons de la justice...**

Edward Behr : Dans vingt-trois États, des plaintes en justice basées sur des faits ayant trait à des souvenirs dus à la prétendue « mémoire récupérée » sont recevables pendant une période de trois ans, à dater des premiers aperçus des scènes incriminées. En d'autres termes, la prescription est à peu près nulle, qu'il

s'agisse d'un viol, d'un abus sexuel, ou de quelque autre crime.

■ **Royaliste : Mais qu'est-ce que cette « mémoire récupérée » ?**

Edward Behr : Ce sont des souvenirs qui « reviennent » par divers moyens et par diverses techniques (sonde, hypnose, etc.) et qui peuvent remonter vingt ou trente ans en arrière. Dans mon livre, je cite le cas d'une femme de 33 ans qui, sous hypnose, prétendait avoir vu son père commettre un assassinat alors qu'elle avait sept ans : sur la base de ce seul témoignage, son père a été condamné à 25 ans de prison ; son procès est aujourd'hui en révision mais il est toujours derrière les barreaux.

Un autre cas célèbre est celui d'un directeur d'école de Caroline du Nord victime d'une mère de famille qui a monté contre lui une cabale aboutissant à son arrestation pour abus sexuel sur de très jeunes enfants de l'école. Interrogés sans relâche pendant près de neuf mois, parfois quotidiennement, par des policiers, des psychologues et par leurs parents, ces enfants finissent par avoir des insomnies et des crises de larmes : on y voit la preuve du crime, sans prendre garde au fait qu'ils se comportaient normalement avant d'être interrogés. Pour en finir avec les interrogatoires, les enfants répondent oui à toutes les questions posées et impliquent le directeur de l'école, mais aussi sa femme et une vingtaine d'habitants de la ville. Alors que les enfants expliquent que les sévices avaient eu lieu à bord de vaisseaux spatiaux, le jury condamne l'accusé à la prison à vie...

Au contraire, d'autres accusés sur lesquels pesaient de lourds soupçons, comme O.J. Simpson, ont échappé à la prison parce qu'ils avaient les moyens de s'offrir d'excellents avocats.

■ **Royaliste : Qu'en est-il des relations entre Blancs et Noirs ?**

Edward Behr : C'est le problème le plus grave. Entre Blancs et Noirs, il y a un gouffre qui ne cesse de grandir : il ne sépare pas seule-

ment les Blancs et le sous-prolétariat noir, mais aussi les Blancs et la nouvelle bourgeoisie noire qui vit dans la rage parce qu'elle est exclue du véritable pouvoir - que ce soit dans les cabinets d'avocats ou dans les entreprises... Ces Noirs qui ont réussi estiment servir d'alibi à « l'action affirmative » et pensent qu'ils jouent le rôle de figurants.

Par ailleurs, c'est au sein de la communauté noire que la structure familiale est la plus instable, quand elle n'a pas complètement disparu : en 1963, un quart des mariages noirs se terminaient par un divorce, nous en sommes maintenant aux deux tiers ; il y avait 24 % d'enfants noirs naturels en 1963 et maintenant 70 %. En 1990, la mortalité blanche par homicide était de 9 pour 100 000 habitants, alors qu'elle était plus de huit fois supérieure pour les Noirs. Et le taux de mortalité par arme à feu chez les jeunes est dix fois supérieur chez les Noirs que chez les Blancs.

■ **Royaliste : Comment se fait-il que beaucoup d'Américains ne parviennent pas à mesurer la gravité de cette situation ?**

Edward Behr : Je crois avoir trouvé l'explication en étudiant la prohibition aux États-Unis, et les campagnes qui ont commencé dès 1810 en faveur de l'interdiction de la vente de l'alcool, mais qui se sont atténuées à partir de 1850 pour reprendre beaucoup plus tard. Le premier mouvement prohibitionniste s'essouffait parce que l'Amérique découvrait qu'elle a d'autres problèmes - l'esclavagisme, les droits des États - qui conduiront à la guerre de Sécession. Aujourd'hui, nous assistons à un même déplacement des problèmes, mais en sens contraire. La chute du mur de Berlin a eu pour effet de mettre sur le devant de la scène des problèmes mineurs comme la « *political correctness* » parce que la menace communiste a disparu.

Il faut ajouter qu'aux États-Unis les préoccupations politiques n'ont jamais eu la même importance qu'en Europe - alors que les problèmes moraux mobilisent fortement les Américains. Tel était le cas lors de la première campagne contre l'alcool : les prohibi-

tionnistes pensaient que le simple fait de supprimer l'alcool transformerait l'Amérique en paradis terrestre à jamais débarrassé du chômage, des taudis, du crime. On sait ce qu'il en advint.

■ **Royaliste : Quelles conclusions en tirez-vous quant à l'avenir de l'Amérique ?**

Edward Behr : J'en retiens que l'Amérique a toujours préféré des solutions simples et radicales aux solutions plus intellectuelles et compliquées : les mesures prises par la nouvelle majorité conservatrice du Congrès en sont la preuve, qu'il s'agisse de la répression de la criminalité ou des mesures d'économies dans le domaine social.

Ainsi, la nouvelle loi des « trois coups manqués » prévoit que si vous avez été condamné deux fois pour actes violents (ce qui comprend les petits larcins) vous pouvez être condamné à 25 ans de prison comme ce jeune Noir dont le troisième acte violent était le vol d'une part de pizza : ces cas sont en train de se multiplier. Or ces mesures frappent essentiellement les Noirs qui forment déjà la majorité de la population pénitentiaire : un tiers des Noirs entre 18 et 40 ans ont été en prison, sont incarcérés ou inculpés. Dans dix ans, le nombre aura doublé.

Bien entendu, cette situation tient à des conditions sociales déplorables, qui incitent à l'usage de drogues et qui engendrent la délinquance. Les coupes dans les programmes sociaux ne feront qu'aggraver les choses - d'autant plus que le niveau scolaire baisse à une vitesse angoissante. Autant de symptômes que j'analyse de manière détaillée dans mon livre et qui me font craindre que les États-Unis, première puissance mondiale, ne soient entrés dans une spirale de déclin.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

Edward Behr

Une Amérique qui fait peur

prix franco : 120 F.

Edward Behr

L'Amérique qui fait peur



L'utile

Questions
sur le social

Toujours riche de contenu et pleine de dynamisme, la revue du MAUSS a cet autre avantage qu'elle peut être lue par les chercheurs en sciences sociales, par les honnêtes gens du XX^e siècle et par les militants.

Prenons cette dernière catégorie et, à l'intérieur de celle-ci, les groupes qui n'ont pas désarmé devant l'offensive néo-libérale et qui veulent lui opposer des arguments de fond. Ils trouveront dans le MAUSS des analyses rigoureuses et des critiques fondées, mais aussi de vives polémiques et des travaux exploratoires qui paraissent ardu à la lecture de la table des matières mais qui sont, pour la plupart, tout à fait accessibles.

Ainsi le tout récent numéro consacré à la question de l'utilitarisme - doctrine selon laquelle les hommes sont des êtres égoïstes et rationnels qui cherchent uniquement ce qui est utile à leur bonheur. Cette théorie, due à l'Anglais Jeremy Bentham (1748-1832), est très importante car elle est au fondement du libéralisme économique. Aussi est-il décisif de comprendre en quoi elle est réfutable, sans perdre de vue les interprétations contradictoires auxquelles elle donne lieu. Les contributions d'Alain Caillé, de Jean-Pierre Dupuy (qui présente la réédition du grand livre d'Elie Halévy sur « La Formation du radicalisme philosophique »), de Jon Elster (sur la rationalité des normes sociales) et de François Nemo (sur la loi du l'offre et de la demande) sont particulièrement éclairantes.

Y.L.

(1) n° 6, 2^e semestre 1995 - Éditions La Découverte/MAUSS - prix franco : 160 F.

Publié en janvier 1995, le livre que Pierre Rosanvallon consacre à la question sociale se trouve de plusieurs manières au cœur de l'actualité.

Il y a dans les livres des formules qu'on prend pour de simples effets de style et qui prennent du poids et du sens tout à coup. Ainsi Pierre Rosanvallon propose de « dramatiser le contrat social ». Depuis fin novembre la chose est faite, mais sans doute pas de la manière souhaitée par l'auteur - qui s'est prononcé en faveur du plan Juppé, en pleine cohérence avec lui-même puisque les réformateurs semblent avoir largement puisé dans ses thèses.

Quoi qu'on puisse penser de celles-ci, on retrouve avec plaisir un analyste qui prend soin de mettre dans une perspective historique les questions sociales qui sont aujourd'hui au cœur du débat civique : histoire des assurances sociales, du droit au travail, de la Sécurité sociale, de l'État-Providence depuis deux siècles. A quoi s'ajoute une utile présentation critique d'autres modes de traitement de la question sociale (les États-Unis surtout) et de certains théoriciens comme Rawls.

Sur ces bases solides, Pierre Rosanvallon établit un diagnostic discutable sur plusieurs points. Certes, l'auteur de *La Nouvelle question sociale* (1) a raison de souligner que les progrès de la génétique transforment la notion de risque prévisible et posent dans un

proche avenir des questions inédites et difficiles dans le domaine de la politique de la santé. De même, nul ne saurait nier les effets de la révolution démographique sur les équilibres financiers.



◆ Pierre Rosanvallon

Mais il n'est pas acceptable d'inscrire parmi ces tendances lourdes le chômage et l'exclusion, et de les définir comme des « états stables » en assurant la phrase d'un « hélas ! » qui indique la résignation. Le chômage et l'exclusion de masse sont les conséquences directes d'une idéologie (le « marché ») qui doit être abandonnée et d'une politique économique (le libéralisme) qui doit être changée. De même, les problèmes financiers que pose actuellement la protection sociale sont des phénomènes largement

conjuncturels qui ne sauraient déterminer de radicales mutations structurelles, comme le suggère Pierre Rosanvallon et comme a tenté de le faire Alain Juppé en présentant son fameux plan de réforme de la Sécurité sociale.

En outre, il n'est pas sérieux de prétendre, surtout quand on est spécialiste du XIX^e siècle, que la délinquance urbaine, les ruptures familiales et les menaces internationales constituent de nouvelles formes d'insécurité. Et il est osé d'en conclure que « la Sécurité sociale n'apparaît plus comme le centre agrégateur du progrès social ». La révolte de novembre-décembre 1995 a précisément démontré le contraire. Plus encore : cette révolte montre la force du refus qui est opposé à la déstabilisation de l'État-Providence par l'économie libérale, que Pierre Rosanvallon pointe justement en décrivant la destruction de la solidarité et la dissolution du contrat de travail engendrées par la folle logique du marché.

La conclusion de l'auteur n'en paraît que plus décevante et dangereuse : alors que le libéralisme économique provoque des désastres massifs, il voudrait « repenser l'État-Providence » dans la perspective de « traitements » individualisés des problèmes et des cas sociaux. On ne gagne pas une guerre en misant sur les infirmeries de première ligne.

Jacques BLANGY

(1) Pierre Rosanvallon - « La Nouvelle question sociale » - Seuil, 1995 - prix : 99 F franco.

L'Algérie vue
par Hérodote

La tragédie algérienne trop souvent nous semble livrée aux règles d'une fatalité aveugle, face à laquelle nous ne pourrions avouer que notre impuissance. Que faire, en effet, alors qu'une guerre civile fait rage, avec sa logique horrible de terrorisme et de répression, et qu'aucun tiers-parti crédible ne paraît pouvoir s'imposer ou s'interposer ? Pourtant, lors des dernières élections présidentielles qui ont permis la reconduction du président Zeroual, a semblé se lever comme un espoir. Cette participation massive de la population - dont nous avons vu jusqu'en France les longs cortèges devant les bureaux de vote - semblait brusquement trouver l'horizon noir de l'inexorable. La médiation politique devenait enfin une façon de contrer la seule dialectique de la violence, pour articuler un langage, développer un espace de dialogue, qui pourrait être celui d'un pouvoir reconnu. Certes, il ne faudrait pas anticiper la fin du cauchemar par trop de confiance dans un avenir encore imprévisible. Mais il n'est pas inutile de dessiner au moins des perspectives plausibles, qui pourraient aider ce peuple à vivre et à survivre. La lecture du dernier numéro de la revue *Hérodote*, consacré à l'islamisme et à l'Algérie, apporte une série d'informations, d'études historiques et politiques, permettant une mise en perspective dont le mérite est justement d'ouvrir à un dénouement possible.

Il ne suffit pas, en effet, de constater la réalité brutale de la violence. On risquerait d'être hypnotisé par elle. Le peuple algérien n'est pas voué, du fait d'on ne sait quelle nécessité naturelle, à s'entre-déchirer ou s'entre-tuer. La violence d'aujourd'hui a une explication, une origine qui est à trouver dans l'histoire, et dans la culture qui s'est créée au cours des dernières décennies. A ce propos, l'article de Sadek Hadjeres est singulièrement éclairant : « D'une façon générale, il me paraît que la période de 1954 à 1989, celle du leadership du FLN comme front « hégémonique », puis comme parti unique, n'a pas été bénéfique aux progrès d'une culture démocratique. Elle a favorisé dans la société algérienne, à des degrés divers selon ses composantes, un certain culte de la violence et le discrédit des approches pacifiques et solutions politiques ». Les luttes pour l'indépendance ne sont pas seules en cause. Si l'on relit ce qu'écrivait un Alexis de Tocqueville sur la façon de contrer Abd el-Kader sous la monarchie de Juillet, on se dit que ce pauvre pays avait des prédispositions à des comportements cruels.

Mais Sadek Hadjeres ne rejette pas tous les griefs sur la colonisation, il ne craint pas d'étudier ce qui dans la guerre d'indépendance avait prédisposé le FLN à ne vivre lui-même que dans un climat de défiance et à ne régler ses différends internes que par la purge et l'élimination. Il parle de centaines de combattants ou militants citadins « qui ont été victimes, en Kabylie ou ailleurs, de purges sanglantes décidées par des chefs de maquis intoxiqués d'autant plus facilement par les services secrets de l'armée française qu'ils étaient eux-mêmes frappés de méfiance maladroite envers toute réflexion politique nuancée ou complexe. Étaient

suspectés les responsables politico-militaires qui prêtaient attention aux conséquences sur la population des actions engagées, à la situation intenable où elle se trouvait entre des stratégies différentes sinon adverses ». La lutte impitoyable menée contre les rivaux du MNA de Messali Hadj, les dizaines de milliers de harkis massacrés au lendemain de l'indépendance, tout cela pèse dans la balance : « La presse algérienne nous apprend assez fréquemment que des terroristes ou leurs responsables arrêtés ou abattus étaient des fils de harkis ». La bataille d'Alger fut « une erreur stratégique en vérité catastrophique » qui vit la disparition de toute une élite qui aurait été indispensable à l'Algérie nouvelle. Tout ce qui s'ensuivit, notamment le coup de force de Boumedienne, s'inscrit dans cette logique où s'est engouffré le mouvement islamiste à la suite de l'arrêt du processus démocratique initié en février 1989.

Justement, il est extrêmement utile de comprendre comment le mouvement islamiste a pu être à l'origine de ce processus qu'il est, de par sa nature « fondamentaliste », incapable de mener à son terme. L'article de Lahouari Addi fournit à ce sujet des clefs de compréhension très précieuses : « *Abbassi Madani et Ali Benhadj, les deux leaders du FIS, en prenant la tête d'une contestation populaire, sont plus proches du modèle européen que du modèle de l'islam traditionnel* ». Ils sont de plus porteurs de revendications sociales : « *Cependant, ils ne peuvent pas être des agents conscients de la modernité s'ils accèdent au pouvoir parce qu'ils n'ont pas de projet politique institutionnel susceptible de porter les revendications qui sont les leurs dans l'opposition* ». La modernité, c'est le passage du prépolitique au politique, dans le sens que donne Hannah Arendt à ces notions ». Il faudrait, en effet, pour passer au politique, consentir à une compétition pour le pouvoir sans recours à la violence, en admettant l'autonomisation d'un espace pacifié et organisé pour cette compétition. Or par principe, les islamistes n'acceptent pas l'autonomie du pouvoir politique.

Mais en ayant pris la tête de mouvements populaires et sociaux qui voulaient être entendus et trouver des moyens d'expression par une représentation politique, les gens du FIS ont peut-être déclenché un processus qui risque de leur échapper un jour. « *Ils véhiculent, certes à leur insu, des aspirations à la modernité, voire des aspirations démocratiques, mais ils n'ont pas de modèle institutionnel pour concrétiser ces aspirations* ». Aussi Lahouari Addi songe à un processus « par lequel les islamistes perdent leur popularité, ce qui permettrait aux démocrates de gagner à eux de nombreuses couches de la population acquises auparavant aux islamistes ».

Ce qui s'est passé aux dernières élections ne plaide-t-il pas en partie pour la validité d'un tel scénario dont le mérite essentiel est de sortir de la fatalité de la violence pour déboucher sur une solution enfin politique, celle qu'interdisait aussi, il faut le dire, l'armée. Nous avons, quant à nous, toutes raisons de souhaiter au plus vite l'arrêt de la violence, car la continuation de la guerre civile, conduirait de plus en plus, comme le montre Yves Lacoste, à faire de l'élite francophone algérienne le bouc émissaire d'un populisme qui martèle que la guerre d'indépendance doit être complétée par l'éradication de ceux qui restent liés à l'ancienne puissance coloniale. « *Le sort de toute une partie de l'élite algérienne, écrit le directeur d'Hérodote, est en vérité, un drame de la francophonie* ». Jusqu'ici il semblait que la francité était d'abord un enjeu culturel. « *Il est possible qu'il faille un jour traiter d'une tragédie* ». Le ciel nous en garde.

Hérodote, revue de géographie et de géopolitique - « *Maîtriser ou accepter les islamistes* » - prix franco : 138 F.

par Gérard Leclerc



EN QUELQUES MOTS

♦ **NAISSANCE** - Dirigeante du Parti Socialiste unifié, candidate à l'élection présidentielle de 1981, ministre de l'Environnement puis député, Huguette Bouchardeau a publié plusieurs livres dont une récente biographie de la philosophe Simone Weil.

Voici qu'elle se lance dans une nouvelle activité, non moins aventureuse, puisqu'elle s'agit du lancement d'une maison d'édition. Installées en province, les *Éditions HB* ont annoncé en novembre leurs trois premiers titres, fort joliment illustrés : *Les Contes pour rêver* de Gérard Sire, avec des Encreurs originales de Claude Foënet ; un roman de Jean-Noël Blanc, *Hôtel intérieur nuit*, avec des dessins originaux de Pierre-Noël Bernard ; enfin, de Laurence Cossé, *La Terre des folles*, un texte qui évoque la résistance des mères, épouses et filles des victimes de la dictature militaire en Argentine et qui tournaient en silence sur la place de Mai de Buenos-Aires (gravures originales de Christine Lesueur). C'est dire que les éditions HB se vouent à l'amour des arts et des artistes, qu'ils soient écrivains, dessinateurs, imprimeurs. Le premier ouvrage cité coûte 105 F, le deuxième 113 F, le dernier 75 F. Tous ces prix sont franco de port. S'adresser à notre service librairie.

♦ **JOUE C'EST DU BELGE !** - Toute proche et pourtant méconnue, la Belgique est le thème d'un jeu que notre collaborateur et ami Christian Libens a conçu et vient de sortir aux Éditions Labor. Un déroulement, des cases indiquent la progression du joueur et la question à laquelle il doit répondre et qui concerne aussi bien la géographie de la Belgique que sa littérature, la gastronomie, la politique, l'histoire, le cinéma... Pour un joueur français, l'épreuve est plus difficile, mais la bibliographie qui complète la règle du jeu permet de se cultiver afin de se divertir et de se divertir tout en se cultivant.

♦ **QUI, QUAND, QUOI ?** - Tel est le titre d'une nouvelle collection lancée par les éditions Hachette. Pari : répondre aux questions que chacun se pose sur les grands sujets d'actualité, de manière succincte, précise et complète et sous une présentation agréable. Et mettre tout cela à la portée de toutes les bourses, même les plus plates. Pari gagné par Frédéric Saint-Girons qui présente « *Les Monarchies européennes, la démocratie avec ou sans faste* ». Portraits des monarches, histoire de la dynastie et du pays, institutions des différents pays, sans oublier des éléments d'appréciation sur le coût des différentes monarchies. Le tout en 79 petites pages et pour 23 petits francs, frais de port compris.

♦ **USUEL** - Pour nous autres journalistes, obligés de toujours vérifier les éléments biographiques, les faits, les chiffres et les dates, le *Dictionnaire historique* de Dominique Vallaud est déjà devenu indispensable : un maximum d'informations (politiques, sociales, artistiques) rassemblées dans un petit volume à la typographie dense mais très lisible. Excellent rapport qualité/prix : 150 F franco.

Pan !

Exagérer, c'est commencer d'inventer

Allons, réveillez-vous !
Fin de l'hypnotisme obligatoire et consensuel
sous le soleil toujours éclatant du Marché.
La révolte est possible, la révolte a commencé.
Et pourquoi pas la Révolution ?

Dans son dernier essai contre l'ordre établi et ses serviteurs zélés (1), Montalban écrit : « *On déverse des tombereaux de déraison affichée sur l'intellectuel qualifié d'utopique ou de volontariste parce qu'il croit encore à un inutile changement social, ou bien on l'ignore pour mieux le réduire au rang de rien du tout, à moins qu'on ne lui accorde la grâce de mourir symboliquement sous une couche de purpurine en spray afin que son aura obsolètement « Arts déco » puisse planer dans les airs...* ». Cette dernière « faveur » semble avoir été généreusement accordée à Guy Debord dans les mois, les années, qui précéderont son suicide, en automne 1994. Contre cette récupération, dont la principale victime fut le très consentant complice, Gérard Guégan s'insurge avec une véhémence dont nous ne sommes plus coutumiers en ces temps forcément consensuels. Et bon sang, que ça fait du bien !

Le titre de l'ouvrage est déjà un manifeste : « *Debord est mort, le Che aussi, et alors ? Embrasse ton amour sans*

lâcher ton fusil » (2). Car Gérard Guégan ne se préoccupe pas tant du destin posthume de Guy Debord que de la récupération « institutionnelle » du situationnisme. Cette récupération n'est en effet possible qu'au prix d'une dénaturation, une dénaturation



qui, au travers du situationnisme, vise à désamorcer tout esprit et toute pratique révolutionnaires en les réduisant à de simples manifestations esthétiques. La théologie libérale vous l'affirme, avec ce sourire cauteleux si caractéristique des curés permissifs parce qu'intéressés : la pose révolutionnaire est autorisée, à condition bien sûr qu'il ne s'agisse que d'une pose... D'où la sainte colère.

Contre cette hypocrisie à vomir, Gérard Guégan brandit le drapeau rouge et noir de la révolte. Il dénonce la facile résignation devant la toujours

très réelle répression, en appelle au souvenir des gestes héroïques, souligne les signes qui ici et maintenant annoncent les soulèvements à venir, retrouve le sens des formules qui font vibrer. En bref, il ranime la flamme combattante que les maîtres de ce monde avaient cru souffler à jamais. Et je vous assure que ça réchauffe le cœur, et plus encore...

Ce souffle de la révolte, on le retrouve aussi dans un autre ouvrage de Gérard Guégan, ouvrage d'un ton très différent puisqu'il s'agit d'un roman, d'un polar politique. « *Sur le Sentier de la Guerre* » (3) repose sur une intrigue bien ficelée, riche en péripéties multiples, se déroulant à un rythme soutenu. Impitoyable confrontation entre,

d'une part, des politiciens véreux et des promoteurs crapuleux, chez qui les liens du sang sont d'abord des questions de pouvoir et d'argent, et d'autre part, un écolo libertaire, tateur justicier, aidé dans son combat (entre autres) par un... royaliste anarchisant. Vraiment, rien n'y manque. Alors n'hésitons plus, partons sur le sentier de la guerre.

Patrick PIERRAN

(1) Voir *Royaliste* n° 654.
(2) Gérard Guégan - « *Debord est mort, etc.* » - Société des Saisons, 60 p. - prix franco : 59 F.
(3) Gérard Guégan - « *Sur le sentier de la guerre* » - Éditions de l'Olivier, 320 p. - prix franco : 130 F.

BROCHURE

Vient de paraître « *A la découverte de la nouvelle action royaliste* », petite brochure de 16 pages qui contient une présentation de la N.A.R. ainsi que tous les renseignements concernant l'adhésion au mouvement. Cette brochure est spécialement destinée à être envoyée aux personnes qui nous demandent une documentation, mais il serait souhaitable que tous les amis de la N.A.R. en détiennent quelques exemplaires pour pouvoir donner aux personnes avec lesquelles ils parlent du mouvement.

Tarif franco : 1 ex. = 6 F - 5 ex. = 23 F - 10 ex. = 39 F.

Rappelons que l'adhésion au mouvement est indépendante de l'abonnement à *Royaliste* et que nous incitons vivement tous nos amis à adhérer à la N.A.R.

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (*pin's*) vendues au prix de 35 F pièce (franco de port).

♦ Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

♦ Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

♦ Fleur de lys (vieux or ou argentée) - 17 mm de haut.

♦ Double cœur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm de haut.

♦ Armoiries de Jeanne d'Arc (émail or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.

♦ Blason de France (trois fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.

♦ Grandes armes de France (émail or et bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.

♦ Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

MERCREDIS N.A.R.

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

AUTOCOLLANTS

Si *Royaliste* veut développer son audience, il faut encore que son existence soit connue des futurs lecteurs. C'est le but des petits autocollants publicitaires que nous avons édités. Très visibles (imprimés en noir sur fond jaune), faciles à

coller, peu coûteux, efficaces, ils indiquent notre adresse et notre téléphone en proposant l'envoi d'un spécimen gratuit.

Ils sont vendus par planche de 24 exemplaires. La planche de 24 ex. : 7 F franco, les quatre planches (96 ex.) : 16 F franco, les dix planches (240 ex.) : 30 F franco.

APPEL URGENT

Durement touchés par les grèves postales (à l'heure où sont écrites ces lignes cela fait près de trois semaines que nous n'avons pratiquement reçu aucun courrier) notre situation financière, déjà peu brillante, s'est complètement dégradée. Non seulement le bel élan de nos lecteurs pour alimenter notre souscription s'est arrêté net, mais les rentrées ordinaires qui assurent notre vie de tous les jours nous font défaut. Plus grave encore, notre service librairie, qui contribue d'une manière importante à notre équilibre financier, est complètement bloqué alors que, traditionnellement, le mois de décembre est le mois où notre chiffre d'affaire aurait du être le plus important.

C'est dire combien votre aide nous est aujourd'hui indispensable. Notre souscription - avec son objectif de 60 000 F - devient une souscription *pour notre survie*. Merci d'y verser le plus généreusement possible.

Yvan AUMONT

Versements au C.C.P. Royaliste 18.104.06.N Paris en précisant « pour la souscription ».

Le comité directeur de la NAR, la rédaction de *Royaliste* et la fédération de l'Ile-de-France

invitent tous les lecteurs au

POT DE L'AN NOUVEAU
le samedi 6 janvier
à partir de 17 heures

dans les locaux de la NAR, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4^e étage)

Entrée libre et gratuite et vous pouvez amener des amis !

Adhère à la NAR ! Adhère à la NAR ! Adhère à la NAR ! Adhère à la NAR ! Adhère à la NAR ! Adhère à la NAR ! Adhère à la NAR ! Adhère à la NAR ! Adhère à la NAR ! Adhère à la NAR !

● Mercredi 27 décembre et mercredi 3 janvier - Pas de conférence en raison des vacances de Noël.

Les conférences reprendront le mercredi 10 janvier avec Jean-Paul Roux qui viendra présenter son livre « *Le roi, mythes et symboles* ».

Fanion de table aux armes de France



En rayonne de format 9 x 13 cm, monté sur tige métallique, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm.

Hauteur totale 25 cm.

Prix franco : 50 F

TRACTS

Le nouveau tract « *Une autre politique ? Elle existe !* » est disponible. A diffuser largement autour de vous.

Tarif (franco) : 100 ex. : 45 F - 200 ex. : 75 F - 400 ex. : 130 F - 600 ex. :

AFFICHES

185 F.

Nous disposons aussi de deux modèles d'affiches (format 29,7x42 cm impression noire sur fond jaune). L'une reprend le texte du tract ci-dessus, l'autre est au modèle ci-dessous.

Tarif des affiches : 45 ex. : 45 F - 95 ex. : 80 F -

La politique ? autrement !

nouvelle action royaliste

Aidez-nous en adhérant à la N.A.R. !

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La fracture politique

Tous ensemble ! Il est vrai que le mouvement social concerne et implique l'ensemble de la nation. Il devra donc trouver, dès que possible, sa traduction et son issue politiques. Mais quels sont les véritables enjeux ?

Changer le Premier ministre ? Ce serait une sanction, méritée, mais pas une solution. Le fait est qu'il n'y pas de remplaçant possible - pas même Philippe Séguin, aujourd'hui trop solitaire pour réaliser cette « autre politique » qu'il suggère.

Changer le gouvernement ? Mais il n'y a plus de gouvernement, seulement des porte-parole plus ou moins disciplinés de Matignon, et pas la moindre équipe de rechange. Le jeu des chaises musicales qui réunit des nuls et des médiocres avec élimination plus ou moins aléatoire des corrompus n'a pas le moindre intérêt.

Préparer le retour de la gauche ? Encore faudrait-il que ses dirigeants n'aient pas honte de s'affirmer socialistes, et qu'ils proposent des réformes en accord avec leurs convictions supposées. Or leur silence est assourdissant, et l'absence de perspectives d'autant plus nette qu'une partie de la direction socialiste se sent tout à fait à l'aise dans la société libérale.

Doit-on se résigner à vivre sous la férule d'un surintendant qui compense son incapacité par des accès autoritaires, et qui ne veut pas comprendre que le peuple français a parfaitement compris la logique implacable de son plan ? Devons-nous accepter le chantage au déclin, alors que le gouvernement de la

France est entre les mains d'un Premier ministre à tous égards discrédité, et d'un président de la République qui préfère au dialogue avec les Français le soutien de M. Kohl et de la Bundesbank, de Monsieur Trichet et des « marchés », et qui interdit le changement de politique économique qu'il avait laissé espérer pendant sa campagne ?

Non cent fois non. Mais que faire ?



D'abord préparer le changement de classe dirigeante - politique, patronale, médiatique. Ce n'est pas une mince affaire, et l'expérience nous enseigne qu'il ne faut pas confier cette tâche à un appareil centralisé. Mais le mouvement social peut trouver son prolongement dans chaque parti, dans chaque entreprise, dans chaque rédaction. Partout, il y a des citoyens et des travailleurs capables de remplacer les élites qui ont failli : elles résisteront d'autant moins qu'elles sont d'une lâcheté encore insoupçonnée.

Ensuite inverser le cours des réformes, c'est-à-dire réformer contre l'idéologie libérale en retrouvant la dynamique de

l'État modernisateur, en relançant la consommation par l'augmentation des salaires, en mobilisant la nation autour d'un projet industriel associant les secteurs public et privé, en affrontant la spéculation financière internationale. Tels sont les premiers éléments d'un programme de justice sociale, de défense de la démocratie contre la tyrannie des marchés et d'affirmation de la souveraineté nationale face aux puissances extérieures.

Ces enjeux dessinent clairement les nouvelles lignes de front. A la fracture sociale, chaque jour plus dramatique, s'ajoute une fracture politique que le mouvement social a nettement révélée. La classique opposition entre la droite et la gauche est effacée par l'affrontement implicite entre deux nouveaux partis démocratiques. L'un détient l'appareil d'État, la puissance économique et financière et une partie du pouvoir culturel : c'est le parti libéral, où se retrouvent notamment les technocrates de droite, le patronat, les centristes et la « deuxième gauche ». L'autre, pas encore rassemblé, se définit comme parti des Politiques ou parti républicain : il peut regrouper ceux qui s'opposent à la logique du marché, à la démission de l'État, à l'abdication de la nation face à la prétendue « mondialisation », dans le souci de la justice sociale et de la liberté.

Les royalistes sont par tradition historique et par définition dans le parti républicain, qui fut celui des légistes du roi - parti de l'État, du droit, de la tolérance, de la réforme progressiste, de la révolution lorsque celle-ci devint nécessaire. C'est dire combien nous souhaitons que ce parti républicain s'exprime et devienne une force représentative, novatrice, conquérante. Ses ressources intellectuelles et ses énergies militantes surabondent. Il suffit de vouloir l'organiser.

Bertrand RENOUVIN